

Pourquoi la maison d'accueil de Rezé était attendue ?

Elle doit permettre d'abriter des familles monoparentales. Son ouverture, à Rezé, intervient alors qu'on constate un nombre « exponentiel » d'enfants dormant à la rue, en Loire-Atlantique.

L'inauguration de la Maison d'accueil Jacqueline-Cadio a eu lieu hier, dans le quartier Ragon, à Rezé. Cette maison de 90 m² pourra accueillir trois familles monoparentales avec enfants qui se trouvent actuellement à la rue. Lors de cette mise à l'abri, les enfants seront scolarisés et le parent sera suivi par l'association Solidarité Estuaire à qui la Ville a confié l'accompagnement social. Ce nouveau logement d'urgence sera destiné aux femmes ayant une attache à Rezé. Elles seront suivies et accompagnées dans leurs démarches pour des questions liées à la santé, la formation, l'emploi ou de la recherche d'un autre logement. Une initiative saluée à plusieurs titres.

1 Parce que de plus en plus d'enfants dorment dans la rue

C'est le cas en France, comme l'a rappelé la députée écologiste Julie Laernos, lors de l'inauguration, ce lundi 25 novembre, citant des données de l'Unicef « **2 000 enfants dorment dans la rue, c'est 120 % de plus en quatre ans.** » La Loire-Atlantique n'échappe pas à la tendance, comme le révèlent les différentes manifestations organisées ces dernières semaines, à Nantes. Lors de l'une d'elles, le syndicat d'enseignants de la Fédération syndicale unitaire (FSU), évoquait « **une trentaine d'enfants sans abri dans le département** », une situation qualifiée « **d'exponentielle** ». Derrière ces chiffres, la maire de Rezé, Agnès Bourgeois, a tenté de décrire ce que peut être une nuit à la rue. « **On pense au froid mordant, au manque de confort, à l'effort pour trouver un abri, mais rarement à ce qui est le plus**



C'est une ancienne maison de famille, située dans le quartier de Ragon, à Rezé, qui vient d'être transformée pour donner un abri à trois familles monoparentales.

PHOTO : OUEST-FRANCE

insidieux et le plus dévastateur : la peur. » François Prochasson, vice-président de Nantes Métropole, a rappelé cet autre chiffre, glaçant : selon un rapport du Sénat, publié en octobre, après un an à la rue, 100 % des femmes avaient été violées.

2 Parce que c'est un projet local

La question de la mise à l'abri relève des compétences de l'État. Or, il s'agit bien ici d'un projet porté par la Ville de Rezé et Nantes Métropole. « **En 2022, le gouvernement avait promis "zéro enfant à la rue". Deux ans après, l'Unicef estime que leur nombre a augmenté de 27 %.** À la

mairie, nous sommes confrontés chaque jour à des familles en détresse », regrette Agnès Bourgeois. Ce projet est financé à 85 % par le fonds de lutte contre le sans-abrisme de Nantes Métropole. « **440 000 € pour le bâtiment puis 80 000 € environ par an pour le fonctionnement** », résume François Prochasson. « **Des projets comme celui-ci mettent du baume au cœur, se réjouit Julie Laernos. C'est à contre-courant de qui se décide à l'Assemblée où l'on nie la hausse de la précarité. Ici, on ne nie pas, on propose une réponse.** »

3 Parce que son nom rend hommage à une militante

Jacqueline Cadio a été présidente de l'association Solidarité femmes Loire-Atlantique de 2009 à 2016 avant de décéder prématurément à l'âge de 60 ans, en 2018. « **Par son militantisme et son dévouement, elle a incarné les valeurs qui nous animent aujourd'hui : la justice, la solidarité et la lutte contre toutes les formes de violence** », a rappelé Agnès Bourgeois. Les premières familles devraient prendre possession des lieux dans les jours prochains.

Kate STENT.

Les artisans irrités par les difficultés de circulation

La Capeb, le syndicat des artisans du bâtiment prévoit une action dans les semaines à venir pour alerter sur les problèmes de circulation et de stationnement à Nantes.

45 € pour le déplacement sur une facture totale de 110 € pour régler un problème important de fuite d'eau chez un particulier à Nantes, à proximité du centre-ville. Le poids des frais de déplacement ne surprend pas la Capeb 44, le syndicat des artisans du bâtiment. « **Les difficultés de circulation et de stationnement sont très fortes à Nantes, ce qui entraîne des dépenses qui doivent être répercutées sur le client.** »

« **La mobilité à Nantes pour nos adhérents est un vrai problème** », indique Christophe Gaudu, le président de la Capeb 44. « **Nous y avons d'ailleurs prévu une action dans les semaines à venir pour alerter sur ce sujet.** Dans le collimateur, la ville qui ne prendrait pas en compte leur proposition pour améliorer la mobilité. « **J'ai participé à moult réunions sur le sujet. On m'écoute certes mais au final le dialogue est à sens unique, sans traduction de nos demandes dans les décisions prises** » regrette en substance Sébastien Petit, patron d'Artiplacé, spécialiste en plaque de plâtre et isolation et membre de la Capeb 44.

« **Quand un habitant du centre-vil-**

le nous appelle pour un devis, la première question qu'il nous pose, spontanément, c'est pour demander si nous intervenons dans le centre-ville », renchérit Renaud Becquet, plombier chauffagiste (Néothermic). Certains artisans refusent en effet de s'y rendre. Trop de contraintes, trop de coûts. « **Le stationnement est de plus en plus cher et les places de plus en plus petites pour nos camionnettes.** »

« **Auparavant on payait un tarif préférentiel, 80 centimes de l'heure. Maintenant il existe uniquement un forfait à la journée de 9 €.** » Il existe aussi un tarif à l'année, 600 € (1), « **Mon entreprise a dix véhicules, ça fait 6 000 €** », s'étrangle Renaud Becquet.

Cartographie des travaux

La Capeb avait réclamé un système de macaron de stationnement que les professionnels puissent utiliser, à tour de rôle, pour plusieurs véhicules, comme cela existe pour les voitures des clients des garagistes. « **Mais là encore nous n'avons pas été entendus** », témoigne Sébastien Petit

Autre suggestion qui est restée let-



La Capeb réclame une cartographie des chantiers à venir pour permettre aux artisans de mieux anticiper leurs déplacements.

PHOTO : ARCHIVES/OUEST-FRANCE

tre morte. « **Nous avons demandé une cartographie régulière des travaux à venir pour mieux anticiper nos déplacements. On ne l'a pas eu.** »

Quand un artisan vient en camion et a besoin d'un emplacement au plus près du chantier parce qu'il utilise du matériel très lourd, « **on doit faire une demande à l'avance. Quand elle est acceptée, il faut aller chercher les panneaux d'interdiction de stationner, pour délimiter la zone, aller les déposer sur place. Ce qui**

au passage double les déplacements et réclame beaucoup de temps. »

En Loire-Atlantique, les artisans du bâtiment pèsent 40 000 salariés et 3 000 apprentis répartis dans 10 000 à 11 000 entreprises. Et 20 % d'entre elles environ adhèrent à la Capeb 44.

Philippe GAMBERT.

(1) Ainsi qu'au trimestre (180 €) ou au mois (65 €).

À l'agenda

Annoncez sur infocale.fr

Concerts et spectacles

Fragile
Théâtre. À travers l'histoire d'un couple d'artistes, la redécouverte de textes et de mélodies magnifiques allant du répertoire de Johnny Hallyday à Alain Bashung, en passant par Charles Aznavour, Camille, Juliette, Dominique A, Barbara ou Enzo Enzo.

Mercredi 27 novembre, 20 h 30 à 21 h 50, le théâtre de Jeanne, 5, rue des Salorges. Tarifs : 22 €, réduit 14 €. Contact : <http://www.theatre-jeanne.com>

Culture et idées

« **Serre-moi fort** » de Mathieu Amalric
Ciné-débat. D'après la pièce « Je reviens de loin » de Claudine Galea, le pitch du

film en une phrase : ça semble être l'histoire d'une femme qui s'en va. Projection en présence du réalisateur Mathieu Amalric, suivie d'une discussion avec ce dernier et Claudine Galea.

Mardi 26 novembre, 20 h 30 à 23 h, le Cinématographe, rue des Carmélites. Tarifs : 6 €, réduit 3 €. Contact : 02 40 69 22 32, info@maisondelapoesie-nantes.com, <http://www.maisondelapoesie-nantes.com>

Loisirs et sports

Bric à bric
Vide-greniers. Organisée par l'ALF 44. Vente de vêtements, accessoires, jouets, décorations. Restauration sur place.
Dimanche 15 décembre, 9 h à 18 h, centre socioculturel du Grand B, 11, rue de Dijon, Saint-Herblain. Gratuit. Contact : 07 83 43 94 08, asqn.nantes@gmail.com

Stages artistiques des vacances de Noël

Dessin, peinture. Arts Plastiques (dessin, peinture, aquarelle, création de badge, collage, découpage, bricolage, argile.). Éveil Musical. Expression théâtrale et corporelle. Jonglage. Pas de stage le 1^{er} janvier.

Du lundi 23 décembre 2024 au vendredi 3 janvier 2025, 9 h à 12 h 30, 9 h à 17 h 30 et 14 h à 17 h 30, Atelier O Pigmentée, 18, rue Capitaine-Corhumel. Tarif : 35 €. Contact : 06 19 33 95 01, atelier.opigmentee@gmail.com, <https://www.atelieropigmentee.com/no%C3%AB>

Loto de L'ALF 44

Loto. De nombreux lots à gagner. Carte surprise, loto perso. Réservation Obligatoire. Ouverture des portes à 12 h. Début du loto à 14 h.

Dimanche 16 février 2025, 12 h,

complexe sportif du Vigneau, salle associative, Saint-Herblain. Contact : 06 50 20 38 46.

Vie quotidienne

Conseils pour changer de smartphone
Portes ouvertes, forums. Vous souhaitez changer votre smartphone ? Avec toutes ces offres, difficile de s'y retrouver. Gaël notre animateur vous informe. Sur inscription. Places limitées à 15 personnes.
Mardi 26 novembre, 10 h à 11 h, association Mediagraph, 1, rue d'Aouvours. Gratuit. Contact : 02 40 12 19 12, helenetoussaint@assomediagraph.fr, <http://www.assomediagraph.fr>

Tu sais que t'es d'ici quand...

Extinction Rebellion retire des affiches publicitaires



PHOTO : EXTINCTION REBELLION NANTES

« **Aujourd'hui le béton, demain l'inondation.** » C'est l'un des messages que des membres d'Extinction Rebellion ont affiché, vendredi soir, remplaçant ainsi une certaine d'affiches commerciales des panneaux publicitaires de la ville et invitant à une table ronde sur l'artificialisation des sols, le vendredi, à 19 h au Grand Bain, à Nantes.

Cette action marque le coup d'envoi de la campagne « Retour de béton », dont le point d'orgue sera une action de désobéissance civile non violente le vendredi 13 décembre. « **Les récentes inondations en Espagne, qui ont causé la mort de**

plusieurs centaines de personnes et engendré un coût de plus de 50 milliards d'euros, en sont l'illustration la plus récente : nous sommes entrés dans l'ère du « retour de béton » de la pression humaine sur son environnement », soulignent les membres d'Extinction Rebellion.

Ils alertent sur les sols de moins en moins aptes à absorber des phénomènes pluvieux plus fréquents et plus intenses. Ils rappellent aussi que Les Pays de la Loire sont la quatrième région la plus artificialisée de France (11 %). Ce taux est de 14 % en Loire-Atlantique (contre 9 % de moyenne en France Métropolitaine).

Repéré pour vous

Deux fois Mathieu Amalric à Nantes

Révélee par sa pièce *Je reviens de loin* en 2003, l'écrivaine Claudine Galea est de passage à Nantes cette semaine pour deux rendez-vous à ne pas manquer, en compagnie d'un certain Mathieu Amalric (acteur bien connu chez Desplechin ou Wes Anderson, mais aussi réalisateur).

Aujourd'hui, les compères échangeront avec le public du Cinématographe à l'issue de la projection de *Serre-moi fort*, adaptation signée Amalric de la pièce susmentionnée. Mercredi, on les retrouvera au lieu unique pour une performance inédite organisée par la Maison de la Poésie.

Ce soir, à 20 h 30, au Cinématogra-



PHOTO : COPYRIGHT ROGER ARPAJOU

phe, ciné-rencontre autour de *Serre-moi fort*, plein tarif : 6 € et performance inédite **ce mercredi, à 19 h 30**, au lieu unique (entrée libre).

État civil

Naissances

Clinique Jules-Verne, 4, route de Paris

Alessio Béliard, Petit-Mars ; Achille Binet, Sucé-sur-Erdre ; Zoé Bouvier, Nantes ; Alice Durand, Le Cellier ; Ayvanah-Navy Hedja, Thouaré-sur-Loire ; Mayra Hoareau Charron, Haute-Goulaine ; Mona Vandeweeghe, La Chapelle-Basse-Mer, commune déléguée de Divatte-sur-Loire.

Clinique Bretéché, 3, rue de la Béraudière

Laura Ajrouche, Carquefou ; Soren Bergeot Doisneau, Nantes ; Anaya Bernier, Nantes ; Luka Merouane, Nantes ; Mouhamad Ndao, Montaigu commune déléguée de Montaigu-Vendée ; Isaure Cherel, Nantes ; Zackia Menager, Orée d'Anjou.

Hôpital mère-enfant, 38, boulevard Jean-Monnet

Joyina Boudet, Nantes ; Lucas Chanson, La Limouzinière ; Stella Chauvet Lamarre, Rezé ; Anna Desnyder Dupart, Nantes ; Fatoumata Diallo, Nantes ; Justin Glauda Dardard, Les Sorinières ; Lilly Mouracim, Saint-Jean-de-Boiseau ; Nolwenn Sonwa Longou, Nantes ; Marin Yvard, Divatte-sur-Loire ; Maëlys Recio Bernard, Touvois ; Sélia Salemko, Nantes.

Polyclinique Claude-Bernard avenue Claude-Bernard

Mahlia-Shahrazad Saïde, Orvault ; Ambre Bessac, Corcoué-sur-Logne ; Charle Lagrue Bellanger, Clisson ; Apolline Senet Foucher, Saint-Herblain ; Marwane Hadji, Savenay ; Virgil Zocly, Saint-Sébastien-sur-Loire ; Telma Denaud, Bouvron ; Salma Elannaoui, Bouguenais ; Léonie Linard, Bouguenais ; Maya Bou-Ab-

dallah, Vertou ; Noah Bousseau, Vigneux de Bretagne ; Zoé Duguy, Aigrefeuille-sur-Maine ; Norah Dzika, Cambron ; Issam El Faqir, Saint-Herblain ; Roméo Calin, La Chapelle-sur-Erdre.

Mariages

David Moutou, chargé de recrutement à Pointe aux Sables et Olivia Henri, technicienne de laboratoire à Nantes ; Nicolas Raoult, préparateur de commandes à Nantes et Fanny Clairin, animatrice à Nantes.

Décès

Hélène Roblin née Cercler Rabouin, 74 ans, Nantes ; Chantal Demange née Trias, 71 ans, Saint-Sébastien-sur-Loire ; Simone Rousseau née Bouyer, 93 ans, Saint-Julien-de-Concelles ; Marie Clouet née Gardin, 89 ans, Saint-Herblain ; Lucienne Bridon née Robin, 100 ans, Nantes ; Guélord Buffard, 24 ans, Nantes ; Didier Léon, 65 ans, Paulx ; Patrick Raibaut, 69 ans, Nantes ; Denis Hervouet, 74 ans, Le Bignon ; Gérard Lépine, 70 ans, Pornic ; Paul Chiron, 87 ans, Rezé ; Emile Jahier, 98 ans, Nantes ; André Moreau, 85 ans, Le Loroux-Bottereau.

Convois mortuaires

9 h 30 : Jean-Pierre Martin, cimetière Miséricorde ; 15 h 30 : Hélène Roblin née Cercler Rabouin, cimetière Miséricorde.

Au cimetière-parc, à Nantes

9 h 30 : Joëlle Leclerc ; 10 h 30 : Paule Perrodeau née Stéphan ; 11 h 30 : Caroline Lataste ; 14 h 30 : Régine Madelon née Duchayne ; 16 h 30 : Roland Foucher.

Ivre, il avait percuté et tué un couple à Campbon

La violence du choc, le 18 juillet 2022, a coûté la vie à un couple de septuagénaires. Et fait perdre la mémoire à son responsable, un homme de 24 ans, condamné pour homicide involontaire, hier.

Justice

« Je ne me souviens pas de ce que j'ai bu. » Ton monocorde, mine basse, l'homme de 24 ans, à la barre des prévenus du tribunal de Saint-Nazaire, peine à se rappeler comment il s'est retrouvé ivre au volant de sa voiture, ce lundi 18 juillet 2022, à Campbon, et a commis un homicide involontaire. Son taux : 1,90 g/l de sang. « Ce drame, c'est la chronique d'un accident annoncé », présente Lionel de Béthune de Moro, avocat des victimes et de leur famille.

Deux personnes, originaires de Rennes, ont perdu la vie ce jour-là dans les heures qui ont suivi la collision. Un couple de retraités, âgés de 77 et 78 ans, marié depuis cinquante-six ans. Le mari était le fils unique d'une mère centenaire. Elle décède deux jours après son enfant. Le con-

seil des victimes ne peut s'empêcher de faire un lien de cause à effet : « C'est un décès réactionnel suite à l'annonce. »

« Bien plus qu'une bière »

À l'instar de l'avocat de la partie civile, la procureure de la République et la présidente ont voulu comprendre quand et où le prévenu s'était alcoolisé. Ils se sont heurtés à l'amnésie de ce charpentier. Au travail ? Interrogé au cours de l'enquête, l'employeur reconnaît qu'il est de coutume de boire un coup en fin de journée. « Pas plus de deux », a-t-il assuré aux enquêteurs.

Les collègues du prévenu évoquent une bière tout au plus à la compagnie du prévenu, qui les a sondés rapidement après le drame. « Au vu du taux, il y avait bien plus qu'une bière », réplique, perplexe, la présidente.

De l'accident, le jeune homme ne se souvient de rien ou presque : « J'ai repris conscience après le choc. J'étais dans mon camion et j'ai demandé à un témoin s'il pouvait appeler ma compagne pour la prévenir. » Pour tenter de recouvrer sa mémoire, il a entrepris des soins thérapeutiques. « J'ai parfois des flashs du choc, mais pas de ce qu'il s'est passé avant », dit-il à la barre.

« Je pense à vous tous les jours »

Miné de l'intérieur depuis cet accident, il présente ses excuses à la famille des victimes, assise quelques rangs derrière lui : « Ce que j'ai commis est impardonnable. Je pense à vous tous les jours, toutes les nuits. »

Du côté de la procureure de la République, Jennifer Lebreton, on ne

doute pas de la sincérité de ses mots et de cette perte de mémoire. Ses réquisitions sont lourdes : trois ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis. Le quantum de la partie ferme implique obligatoirement un placement en détention.

À la défense, Morgan Loret s'interroge sur l'utilité pour son client de séjourner en prison : « Il n'y a rien à y gagner. » L'avocat appelle les juges à prendre en compte « les soins entamés pour surmonter dans la culpabilité qu'il doit affronter ». Et pose une alternative : une peine de cinq ans dont quatre assortis d'un sursis. Le tribunal s'aligne dessus. Il prononce, en plus, une annulation du permis de conduire avec l'interdiction pour le prévenu de le repasser avant six mois.

Maxime HUTEAU.

Grève chez Arcelor Mittal à Saint-Nazaire

Des salariés protestent contre l'annonce de la fermeture de deux sites, à Reims et à Denain. 136 postes sont supprimés.



Le site Arcelor Mittal SSC était en grève, hier, à Saint-Nazaire. | PHOTO : OUEST-FRANCE

Dès 5 h du matin, hier, le brasero fumait et deux panneaux étaient installés au milieu de l'avenue de la Prise-d'Eau, à Saint-Nazaire. Le site Arcelor Mittal SSC (Steel service center) était en grève à Saint-Nazaire, à l'appel d'une intersyndicale (CGT, FO, CFTD, CFE CGC). Un mouvement très suivi parmi les trente-deux employés du site.

Ils protestent contre l'annonce faite par le groupe, lundi, de la fermeture de deux sites, à Reims et à Denain. « 136 postes vont être supprimés. C'est terrible d'apprendre ça », détaille Catherine Chikhi, élue CFTD. En soutien aux salariés menacés de licenciement, un appel à la grève a été lancé dans tous les sites Arcelor Mittal SSC, à Bruyères-sur-Oise (Val-d'Oise), Woippy (Moselle), Pontcharra (Isère) et Ottmarsheim (Haut-Rhin).

Ce plan social ne concerne pas les salariés de Saint-Nazaire. Néanmoins, ils sont nombreux à être

inquiets. « Nous avons les mêmes activités que les sites concernés par ce plan de sauvegarde de l'emploi. On ignore si on sera les prochains. Nous sommes solidaires », s'alarme Franck Teigne, militant CGT.

Bien que situé à côté du chantier naval, le centre Arcelor Mittal de Saint-Nazaire, spécialisé dans le déroulage de bobines d'acier et de la coupe à la longueur, travaille pour seulement 10 % avec les Chantiers de l'Atlantique. La majeure partie de son activité est liée à la construction de machines agricoles, l'industrie automobile et la construction métallique dans le BTP. Des secteurs frappés de plein fouet par la crise.

Hier, « aucune production ne sortira de l'usine », assurait Franck Teigne. Le travail reprendra normalement aujourd'hui. Cependant, ces salariés n'excluent pas de se remobiliser.

Agnès MÉTAYER.

Les artisans du bâtiment sur la corde raide

Les délais de paiement de leurs clients s'allongent et les carnets de commandes se réduisent : la Capeb 44, le syndicat des artisans du bâtiment, alerte sur un avenir incertain.



Sébastien Petit, Renauld Becquet et Christophe Gaudou. | PHOTO : OUEST-FRANCE

« Selon notre dernière enquête, menée auprès d'un échantillon de 352 entreprises, l'année 2024 a été difficile pour les artisans en Loire-Atlantique. 2025 s'annonce très incertaine », souligne Christophe Gaudou, président de la Capeb 44, le syndicat qui regroupe 20 % des 10 000 à 11 000 entreprises du bâtiment du département.

Le pouvoir d'achat des habitants s'est réduit avec l'inflation. Et cela a eu des répercussions directes chez les artisans. « Le délai de paiement des factures est passé de seize jours en moyenne à vingt-huit jours », témoigne Renauld Becquet, un plombier à Nantes (Neothermic). Il note aussi que certains clients demandent « à payer en trois ou quatre chèques », étalés dans le temps, « alors que cette pratique avait quasiment disparu ».

Ces difficultés de paiement reflètent un marché en tension. « Les chiffres d'affaires baissent, les trésoreries se tendent, par rapport à 2023, note Christophe Gaudou. Et les carnets de commandes sont à la baisse. » La visibilité est réduite à moins de trois mois. Avec des différences entre les métiers : les carnets de commandes des maçons, couvreurs, charpentiers sont mieux remplis à moyen terme, tandis que les plombiers, électriciens, menuisiers ont



Les artisans du bâtiment, ici un plaquiste, font face à une situation économique compliquée. | PHOTO : OUEST-FRANCE

une visibilité courte. Néanmoins, « près de 60 % des artisans se disent inquiets voire tendus. »

Radiateurs électriques plutôt que pompe à chaleur

« Aujourd'hui, les clients privilégient leur budget plutôt que la solution technique en elle-même, constate Renauld Becquet. Je vends de moins en moins de pompes à chaleur. Sur certains chantiers, je retire tous les radiateurs pour mettre de l'électrique à la place. L'investissement est beaucoup moins élevé qu'une remise à niveau du circuit de chauffage ou l'installation d'une

nouvelle chaudière à gaz... »

« Les particuliers font attention à leurs dépenses, corrobore Sébastien Petit, plâtrier plaquiste à Saint-Herblain. Quand ils font appel à nous, ils choisissent souvent des produits d'entrée de gamme. »

Conséquences directes de ce coup de mou, les entreprises ne recrutent pas. Certaines diminuent leurs effectifs, d'autres font appel aux CDD. « Il y a quelques mois, on cherchait de la main-d'œuvre, aujourd'hui, c'est l'inverse. En revanche, nous sommes submergés d'offres d'intérim ! », commente Sébastien Petit. En ce qui concerne les salaires, les

adhérents préfèrent proposer à leurs employés des primes que des augmentations, qui pourraient obérer l'avenir. La situation politique n'aide pas les artisans à y voir clair : « Dans le domaine de l'isolation, je dépends des aides que le gouvernement décide d'accorder aux particuliers. Et je suis dans l'incertitude. »

Dans ce contexte compliqué, les artisans entendent s'appuyer sur « leur savoir-faire, la qualité du travail et la satisfaction des clients ». Des valeurs essentielles dans la tempête.

Philippe GAMBERT.

Des logements à bas coût pour les alternants

La start-up FCB Alternance propose des solutions d'hébergement pour les jeunes en alternance, en stage ou les salariés en mobilité. Elle a été primée au salon européen Rent 2024, à Paris.

Partant du constat que dans certaines villes de l'Ouest, « un alternant sur dix n'arrive pas à se loger convenablement durant sa période d'école », Andy Favrou a créé, en 2020, FCB Alternance. En 2023, il s'est associé à Paul Chenon, un ancien développeur informatique, afin de dynamiser l'activité et développer son site internet.

« Notre société propose beaucoup plus qu'un service de conciergerie, assure Andy Favrou. Nous mettons l'humain au cœur du business, en accompagnant jeunes et moins jeunes pour trouver un logement provisoire à faible coût. Nous leur proposons des locations périodiques de moyenne durée. » Pour leurs clients, l'intérêt est de trouver un logement proche de leur lieu de travail ou d'études, à un tarif abordable :

« Nous leur évitons de payer un loyer où ils ne séjournent que la moi-

tié du temps. Nous leur proposons un forfait qui s'adapte à leurs besoins spécifiques, à travers une mutualisation des biens, l'équivalent d'une colocation. » La start-up, basée à Saint-Philbert-de-Bouaine (Vendée), loge actuellement une centaine de personnes dans des studios ou des colocations, en appartement ou en maisons, essentiellement à Nantes et La Roche-sur-Yon.

Impact environnemental

Andy Favrou et Paul Chenon contribuent à leur façon à la réduction de l'empreinte carbone : « Nos clients évitent plusieurs allers-retours entre leur domicile et leur lieu de travail ou leur établissement de formation. Et nos logements ont tous subi une rénovation il y a moins de cinq ans. »

Au salon des professionnels de l'immobilier Rent 2024, début novembre à Paris, FCB Alternance, bientôt



Paul Chenon, Andy Favrou et leur alternante, Eva Robin, au salon européen Rent 2024, dédié aux professionnels de l'immobilier. | PHOTO : FCB ALTERNANCE

renommé Manséo, a établi plusieurs partenariats avec des agences immobilières et des écoles. De quoi ambitionner « de nous structurer dans le Grand Ouest, avant de nous étendre

au niveau national », anticipe Andy Favrou.

Contact. fcb-immconseil.com.

Après la tempête, la panne d'eau potable

L'unité de production de Mazerolles est hors service. Les habitants de plusieurs communes sont alimentés par une autre station.

Après la tempête Caetano, qui a traversé l'Ouest jeudi dernier, une coupure d'électricité a provoqué l'arrêt de l'unité de production d'eau potable de Mazerolles, à Saint-Mars-du-Désert. Celle-ci alimente 15 000 à 20 000 habitants, répartis dans les communes de Saint-Mars-du-Désert, Ligné, Petit-Mars, Les Touches, Trans-sur-Erdre et Sucé-sur-Erdre (seulement une partie pour ces deux dernières communes). L'incident était toujours d'actualité hier soir.

Le syndicat départemental Atlantique-Eau en a informé les mairies : « Les abonnés de votre commune sont donc alimentés par l'unité du Plessis-Pas-Brunet, à Nort-sur-Erdre, indique-t-il. Cette bascule peut éventuellement entraîner, localement, des phénomènes de coloration de l'eau. »

Ce « désagrément pour le consommateur ne présente pas de caractère dangereux pour la santé »,

assure l'organisme de service public. Au robinet, si l'eau prend une couleur particulière, le syndicat encourage vivement les habitants à contacter Veolia au 02 40 45 15 15, « l'unique interlocuteur à contacter rapidement, afin que des opérations de purges puissent être effectuées au plus près du phénomène dans les meilleurs délais ».

Retour à la normale cette semaine

Et d'ajouter : « En complément, le réseau intérieur doit aussi être purgé en laissant couler l'eau des robinets le temps de retrouver une eau limpide. »

Les équipes travaillent, « la situation est en cours de rétablissement ». Un retour à la normale est estimé « dans le courant de la semaine, si la situation électrique reste satisfaisante sur le site de Mazerolles ».

La Loire-Atlantique en bref

Les agriculteurs donnent rendez-vous à la préfecture



Les agriculteurs se sont intéressés au chargement des camions, sur la RD137, hier, à Aigréfeuille. | PHOTO : FRANK DUBRAY

« On veut montrer qu'on est là, on ne va pas se laisser marcher sur les pieds éternellement ! » Hier après-midi, dans le vignoble de Nantes, une vingtaine d'agriculteurs, non syndiqués, ont occupé un rond-point à Aigréfeuille-sur-Maine. Venus de Clisson, où ils ont rencontré le directeur du centre Leclerc, dix tracteurs se sont positionnés autour et sur le giratoire, portant banderole et slogans. Des camions ont été stoppés, pour « connaître leur contenu, sans les obliger à nous le montrer. »

La mobilisation s'annonce plus imposante aujourd'hui. La FNSEA de Loire-Atlantique donne rendez-vous à la préfecture, à 11 h, pour un rassem-

blement qu'elle espère d'ampleur. Il y a bien sûr le débat sur le traité Mercosur avec l'Amérique du Sud, mais en plus de ce sujet, la FNSEA et les Jeunes agriculteurs réclament « des mesures conjoncturelles et de trésorerie, une simplification administrative drastique, pouvoir vivre de [leur] métier et la fin des incohérences européennes et mondiales. » Quel type d'action sera engagé devant la préfecture ? Pas de débordement souhaité, mais des cas concrets à évoquer. « Afin que le gouvernement nous comprenne, nous allons illustrer des entraves réglementaires par des exemples », annonce l'appel syndical.

Loire-Atlantique

Loire-Atlantique : une vague d'incertitudes sur les artisans du bâtiment

Publié le 27/11/2024

Alors que le dernier baromètre mettait en lumière une année 2024 difficile pour les entreprises artisanales du bâtiment, Christophe Gaudou, président de la Capeb Loire-Atlantique vient de proposer un éclairage sur les tendances 2025 où l'inquiétude reste de mise.



Le nouveau président de la Capeb Loire-Atlantique, Christophe Gaudou. NICOLAS LE PORT - IJ

Fraîchement élu à la tête de la Capeb Loire-Atlantique, **Christophe Gaudou** a souhaité, le 25 novembre dernier dans l'entreprise Résobain de Bouguenais, revenir sur la conjoncture de 2024 et se projeter sur 2025. L'occasion de rappeler les contraintes auxquelles doivent faire face les chefs d'entreprise et de souligner que les signaux d'alerte s'intensifient : « *En 2024, l'activité pour les artisans du bâtiment a été plus tendue qu'en 2023* », résume-t-il. « *Si les marges sont plutôt stables, les chiffres d'affaires baissent et les trésoreries se tendent. La visibilité sur les carnets de commandes est réduite à moins de trois mois. Si bien que 60 % des artisans de Loire-Atlantique se disent inquiets voire tendus.* »

Lire aussi

Pays de la Loire : les artisans du bâtiment résistent tant bien que mal

You're back online refresh X

S'abonner

« Ils font très attention à leurs dépenses. Dans l'isolation, nous dépendons des décisions du gouvernement pour les aides et là encore, nous sommes dans l'incertitude... »



De g. à d. : le plâtrier-plaquiste Sébastien Petit, le plombier Renauld Becquet, le président Christophe Gaudou et la secrétaire générale Andrea Lemasson. CAPEB 44

Un constat globalement partagé par Renauld Becquet, plombier à Nantes (Néothermic) : « Les clients privilégient effectivement leur budget plutôt que la solution technique. Le volume de vente de pompes à chaleur est en baisse. On revient sur des modes de chauffage qui coûtent moins cher à l'installation mais seront plus onéreux en fonctionnement. Ainsi, sur certains chantiers, je retire tous les radiateurs pour mettre de l'électrique à la place : l'investissement est beaucoup moins élevé que l'installation d'une nouvelle chaudière gaz. »

Ce contexte compliqué et incertain contraint les chefs d'entreprise à s'adapter. « Les recrutements sont gelés », poursuit Christophe Gaudou. « Certains artisans diminuent leurs effectifs tandis que d'autres ont recours aux CDD. » De plus, « le flou législatif et l'instabilité politique ne leur permettent pas d'être sereins par rapport à l'avenir », assure-t-il. « L'inquiétude est très présente et ils ont du mal à se projeter pour 2025. » S'ajoutent à cela d'autres « cailloux dans la chaussure des artisans, notamment les retards

You're back online [refresh](#)

[S'abonner](#)

en moyenne, ce qui reflète bien une certaine tension dans les finances des particuliers. »

PUBLIÉ PAR



Nicolas LE PORT

Responsable de la rédaction de Loire-Atlantique de l'IJ. Juriste de formation, il a débuté dans la presse locale en tant que fait-diversier avant de devenir rédacteur en chef adjoint dans la PHR. Il a depuis bifurqué vers l'actualité économique et s'intéresse particulièrement aux start-up, entreprises de l'économie bleue, sans oublier la thématique sport et business.

[Voir les articles](#)

< ARTICLE PRÉCÉDENT

L'enseigne Grand Écran prend ses quartiers à La Chapelle-sur-Erdre

ARTICLE SUIVANT >

825 ordinateurs offerts par 7 entreprises à 120 associations locales

ANNONCES LÉGALES

Publiez vos annonces légales sur toute la France en toute simplicité.

[Je publie mon annonce légale](#)

DANS LA MÊME CATÉGORIE LOIRE-ATLANTIQUE



825 ordinateurs offerts par 7 entreprises à 120 associations locales



🔒 Le barreau de Nantes revendique diversité et ancrage local avec sa nouvelle identité visuelle



L'enseigne Grand Écran prend ses quartiers à La Chapelle-sur-Erdre



Retards de paiement, inflation... 60% des artisans de Loire-Atlantique sont inquiets

Publié : 13h29 - Modifié : 13h34 par Dolorès CHARLES



Artisan - illustration

Crédit : Capeb 44

L'année 2024 a été difficile pour les artisans de Loire-Atlantique, c'est ce qui ressort de la consultation de la Capeb 44, le syndicat des artisans du bâtiment auprès de ses adhérents. Et l'année 2025 s'annonce aussi très incertaine pour les professionnels.

Ils sont 60% des artisans à se dire inquiets dans cette dernière enquête de la CAPEB 44. Le secteur du bâtiment, déjà en difficulté, accumule les

Live : Nantes

Webradios

matières premières. De surcroît, ce sont les délais de paiement des clients qui s'allongent, et les carnets de commandes qui se réduisent... Un

contexte compliqué sans oublier l'instabilité politique avec l'inconnue du budget de l'État et le maintien, ou non, du gouvernement de Michel Barnier en place.

"Tout le monde recule le moment de payer"

Le retard de paiement est devenu problématique comme l'explique Andrea Lemasson, la secrétaire générale de la CAPEB 44 (*). *"Un artisan a témoigné du fait que les délais de paiement de ses clients étaient passés en moyenne de 18 jours à plus de 30 jours. **Les trésoreries ne sont plus du tout au niveau de 2021-2022 et c'est un cercle vicieux puisque les entreprises sont payées plus tard, alors elles règlent leurs fournisseurs plus tard et c'est toute la chaîne qui est impactée.** Tout le monde recule le moment de payer, et cela tend des trésoreries déjà mises à mal depuis 7ans par des chiffres d'affaires moins bons."*

Andrea Lemasson, la secrétaire générale de la CAPEB 44

0:00 / 0:33

Crédit : Alexis Vivier

La fatigue touche les entreprises du secteur, indique Andrea Lemasson. *"Même si les années post covid-19 ont été plutôt bonnes malgré tout, elles ont dû absorber plusieurs chocs : la hausse des matériaux, les tensions sur les compétences et les salariés..."*

Le moral des chefs d'entreprise au plus bas

*Le moral des chefs d'entreprise est mis à mal et ce qu'on observe, c'est qu'elles ne sont plus en capacité d'absorber même des petits chocs, **là où un chef d'entreprise se serait battu il y a encore quelques temps pour traverser une difficulté, un retard de paiement ou un salarié qui s'en va, aujourd'hui, on en a beaucoup qui nous disent "j'arrête".** Ce qui nous fait peur, c'est que ce soit un effet en chaîne de chefs d'entreprise qui jettent l'éponge."*

Andrea Lemasson, la secrétaire générale de la CAPEB 44

Live : Nantes

Webradios

0:00 / 0:36



Artisan - illustration

Crédit : Capeb 44

Pour le secteur, cette "fin d'année 2024 est tendue. On a des clients qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser. C'est le retour des artisans, qui observent que les demandes d'intervention se font sur des chantiers moins importants, avec des budgets moins importants. Des clients leur demandent aussi de réajuster les matériaux ou la solution technique pour avoir un devis moins onéreux..." Andrea Lemasson de la CAPEB s'inquiète également de la situation politique actuelle, qui a des conséquences très concrètes dans la vie des entreprises.

"Il y a beaucoup d'enjeux pour notre secteur"

"Le fait de ne pas savoir sur quelle base on va partir au 1^{er} janvier crée des incertitudes, autant chez les clients que chez les chefs d'entreprise. On a besoin de stabilité dans le modèle législatif et les aides aux travaux.

Live : Nantes

Webradios

aux travaux, le maintien des allègements de charges ou pas pour les

salaires, les taux de TVA sur les chantier qui sont aidés pour la rénovation énergétique... Il y a beaucoup d'enjeux pour notre secteur."

Andrea Lemasson, la secrétaire générale de la CAPEB 44

0:07 / 0:35



Illustration d'artisan

Crédit : Capeb 44

() La CAPEB 44 est le syndicat des artisans du bâtiment, il est composé de 2 000 entreprises adhérentes, et enregistre entre 10 et 11 000 entreprises sur le département de la Loire-Atlantique.*

A voir aussi



Live : Nantes

Webradios